



Demande et engagement relatifs au report des droits de cession immobilière conformément au paragraphe 3(9)

Loi sur les droits de cession immobilière
L.R.O. 1990, chap. L.6, modifiée

Je soussigné(e), déclare avoir

1. rempli une **déclaration sur l'acquisition d'un intérêt bénéficiaire dans un bien-fonds** et l'avoir joint à la présente demande;
2. constitué une garantie pour les droits et intérêts reportés, sous la forme d'une lettre de crédit irrévocable, négociable en Ontario (il faut que cette lettre de crédit soit renouvelable automatiquement, ou qu'elle reste valable pendant 39 mois à compter de la date de l'aliénation concernée; il faut en outre qu'elle prévoie 36 mois d'intérêts calculés périodiquement, selon les taux en vigueur, aux fins de la loi);
3. détaillé ci-dessous le lien entre la société cessionnaire et la société cédante (au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières*); et

4. exécuté l'**engagement** suivant :

À l'intention du **ministre des Finances**

(le nom de la société ayant acquis la participa-

tion), une société qui a acquis un intérêt bénéficiaire dans un bien-fonds et qui est tenue d'acquitter les droits y afférents, comme précisé dans la déclaration ci-jointe, demande par la présente le report des droits et intérêts s'y rapportant, en application du paragraphe 3 (9) de la *Loi sur les droits de cession immobilière*, L.R.O. 1990, chap. L.6 et déclare ce qui suit :

- (1) pendant une période d'au moins 36 mois consécutifs à compter de la date de l'aliénation;
 - (i) la société qui a fait ou qui fera l'aliénation et celle qui remplit la présente demande continuent d'appartenir au même groupe; et
 - (ii) l'intérêt bénéficiaire dans le bien-fonds continue d'appartenir à la société déposant la présente demande ou à une société du même groupe et à la société qui a aliéné l'intérêt bénéficiaire dans le bien-fonds;
- (2) aucune cession ni aucun document constatant l'aliénation n'ont été enregistrés;
- (3) elle s'engage à aviser immédiatement le ministre de toute aliénation ou enregistrement d'une cession ayant lieu dans le délai visé au point 1);
- (4) elle fournira au ministre tous les renseignements qu'il lui demandera.

Les droits de cession immobilière ayant fait l'objet d'un report deviendront immédiatement exigibles si la personne qui soumet la présente demande ne respecte pas l'une ou l'autre des conditions stipulées ou tout engagement donné aux présentes, selon des normes jugées satisfaisantes par le ministre. Advenant un tel cas, le ministre peut se prévaloir de toute garantie fournie relativement audit report ou auxdits droits de cession immobilière, et peut en utiliser les produits pour recouvrer, en totalité ou en partie, le montant des droits et intérêts alors exigibles.

Nom et titre (*veuillez dactylographier ou écrire en lettres moulées*)

Signature d'un dirigeant de la société

Année Mois Jour

--	--	--

Les renseignements personnels recueillis dans le présent formulaire sont recueillis par le ministère des Finances en vertu de la *Loi sur les droits de cession immobilière*, L.R.O. 1990, chap. L6, telle que modifiée (la Loi). Les renseignements personnels pourraient être utilisés pour l'administration et l'exécution de la Loi et d'autres lois, pour compiler des données statistiques et pour élaborer et évaluer les politiques économiques, fiscales et budgétaires. Toute question au sujet de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements personnels doit être acheminée au : Chef, Impôts fonciers, ministère des Finances, 33 rue King Ouest, CP 625, Oshawa ON L1H 8H9, Téléphone 1-866-668-8297, Appareil de télécommunications pour sourds (ATS) 1-800-263-7776.